

**Point de presse de la porte-parole -
Déclaration de M. Le
Drian/Rapport de la mission
d'enquête conjointe des Nations
unies et de l'OIAC - Déclaration de
M. Le Drian/Débat «Femmes, paix
et sécurité» - Déplacement du
ministre à New York -
Royaume-Uni/Entretien de M.
Jean-Yves le Drian avec M. Boris
Johnson - Canada, Québec/Visite de
M. Jean-Baptiste Lemoyne -
Mali/Attaque terroriste contre un
convoi de la MINUSMA - Droits de
l'Homme/Attribution du prix
Sakharov à l'opposition
démocratique vénézuélienne -
Agendas
(Paris, 27 octobre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a relayé la déclaration du ministre et fait les déclarations suivantes :

1 - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian - Nations unies - Rapport de la mission d'enquête conjointe des Nations unies et de l'OIAC (26 octobre 2017)

La mission d'enquête conjointe des Nations unies et de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (JIM) définissant les responsabilités de l'emploi d'armes chimiques en Syrie a rendu son rapport hier.

Elle conclut sans ambiguïté à la responsabilité du régime syrien dans l'attaque de Khan Cheikhoun, qui a causé la mort de 83 personnes le 4 avril, en indiquant que «les informations obtenues constituent des preuves crédibles et fiables». Elle conclut également à la responsabilité de Daech dans l'attaque de Oum Houch le 16 septembre 2016.

Ces conclusions s'ajoutent aux rapports du JIM qui avaient établi la responsabilité du régime syrien dans trois précédentes attaques, et celle de Daech dans une autre. Elles confortent notre propre évaluation nationale, publiée le 26 avril, qui a établi la responsabilité du régime dans l'attaque de Khan Cheikhoun.

Il s'agit d'une confirmation des graves violations du régime syrien au regard des engagements internationaux qu'il a pris en 2013, à la suite de l'adoption à l'unanimité de la résolution 2118 du conseil de sécurité des Nations unies sur le démantèlement intégral de ses capacités chimiques. L'impunité n'est pas acceptable. La France continue d'agir avec ses partenaires, à New York et à la Haye, pour tirer les conclusions opérationnelles du rapport du JIM et déterminer la meilleure façon de sanctionner les responsables de ces attaques, pour lutter contre la prolifération chimique.

Dans l'immédiat, le JIM doit pouvoir poursuivre son travail. Il a démontré de nouveau son utilité et son professionnalisme dans ses méthodes d'enquête. Il doit pouvoir continuer à documenter les cas d'emploi des armes chimiques quels qu'en soient les auteurs, étatiques ou non-étatiques.

Issu d'une initiative conjointe de la Russie et des États-Unis adoptée à l'unanimité du conseil en août 2015, le mandat du mécanisme conjoint d'enquête doit être renouvelé avant le 17 novembre. Nous nous y emploierons au conseil de sécurité. Plus largement, nous travaillerons avec l'ensemble de ses membres et avec ceux de l'OIAC, y compris la Russie, pour tirer les conclusions opérationnelles du rapport du JIM et lutter toujours contre la banalisation de l'emploi d'armes chimiques.

2 - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian - Nations unies - Débat «Femmes, paix et sécurité» organisé par la présidence française du conseil de sécurité des Nations unies (New York, 27 octobre 2017)

Je salue la tenue ce jour d'un débat du conseil de sécurité des Nations unies sur l'agenda «Femmes, paix et sécurité», notamment la contribution des femmes au règlement des conflits et aux sorties durables de crise. Cet agenda est crucial pour la prise en compte du rôle des femmes dans les situations de conflit et de post-conflit. Je souhaite accélérer sa mise en oeuvre.

La France travaille sans relâche à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les conflits : pour répondre aux menaces spécifiques à leur encontre, mais aussi pour les protéger et assurer leur participation à la consolidation de la paix.

Depuis l'adoption de la résolution 1325 en 2000, sept autres résolutions ont été adoptées par le conseil de sécurité dans le cadre de cet agenda. Ce sujet s'est imposé dans les travaux du conseil, dans les institutions des Nations unies et dans les opérations de maintien de la paix.

Nous avons la responsabilité collective d'assurer une participation plus active des femmes dans les processus politiques, les négociations de paix et les mécanismes de résolution et de prévention des conflits. Je continuerai à suivre personnellement ce sujet en lien avec nos partenaires et la société civile.

3 - Nations unies - Déplacement du ministre à New York dans le cadre de la présidence française du conseil de sécurité (30-31 octobre)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra à New York les 30 et 31 octobre dans le cadre de la présidence française du conseil de sécurité des Nations unies.

M. Le Drian présidera les événements suivants :

- Sahel. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères présidera le 30 octobre une réunion ministérielle en présence des représentants des pays membres du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Les participants examineront la montée en puissance de la force conjointe, à la suite de la visite du conseil de sécurité au Sahel (19-23 octobre) et du rapport du secrétaire général des Nations unies du 16 octobre. Cette réunion sera l'occasion de réaffirmer le soutien du conseil de sécurité à la force conjointe et d'évoquer les modalités d'appui de la communauté internationale à l'initiative du G5 Sahel ;

- Protection des enfants dans les conflits armés. M. Le Drian présidera un débat ouvert au conseil de sécurité le 31 octobre, avec la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies pour les enfants dans les conflits armés, Mme Virginia Gamba. Alors que les progrès accomplis depuis l'adoption des engagements de Paris en 2007 sont encourageants, M. Le Drian appellera la communauté internationale à faire de ce sujet une priorité, en particulier dans la continuité de la conférence «Protégeons les enfants de la guerre», tenue à Paris en février 2017. La France alertera spécifiquement sur les menaces que font peser les groupes terroristes sur les enfants.

Par ailleurs, le 31 octobre, le ministre tiendra une réunion consacrée à la protection des personnels humanitaires et médicaux dans les conflits. Alors que ces personnels continuent d'être les cibles d'attaques et d'actes de violence, les participants étudieront les moyens d'améliorer la mise en oeuvre des mécanismes existants, en particulier ceux prévus par la résolution 2286 sur la protection des personnels médicaux que la France a soutenue. M. Le Drian réaffirmera à cette occasion notre engagement à promouvoir sur le terrain le respect du droit international humanitaire et la mise en oeuvre de solutions concrètes pour la protection des civils.

C'est notamment pour préparer ces deux événements que M. Jean-Yves Le Drian a reçu ce 23 octobre les représentants de plusieurs organisations non-gouvernementales actives dans le domaine des droits de l'Homme et de la protection des civils dans les zones de conflit. À cet égard, M. Jean-Yves Le Drian a annoncé l'accroissement dès 2018 des moyens financiers consacrés à l'action humanitaire.

Durant la présidence française (octobre 2017), le conseil de sécurité a suivi les principales crises internationales et a mis notamment l'accent sur la contribution des femmes au règlement des conflits et aux sorties durables de crise. Je vous renvoie à la déclaration du ministre ce jour à ce sujet.

À l'occasion de son déplacement, M. Jean-Yves Le Drian présentera les lignes directrices et les

priorités de la politique étrangère française devant la presse américaine et les conseillers du commerce extérieur au Council on Foreign Relations.

Pour plus d'informations :

- sur twitter : #FrPrez ;

- sur internet : www.franceonu.org et www.diplomatie.gouv.fr

4 - Royaume-Uni - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Boris Johnson (Paris, 27 octobre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian reçoit ce soir pour un dîner de travail son homologue, le ministre britannique des affaires étrangères et du Commonwealth, M. Boris Johnson.

Les deux ministres échangeront sur les principaux sujets de l'actualité internationale, notamment la situation au Proche et Moyen-Orient, en Afrique, en Corée du Nord, en Birmanie et au Venezuela. La France et le Royaume-Uni coopèrent de manière particulièrement étroite et régulière sur l'ensemble des grands dossiers internationaux, sur lesquels nos vues sont largement convergentes.

MM. Le Drian et Johnson feront également le point de nos relations bilatérales, marquées par leur densité et leur caractère hautement stratégique, y compris le suivi des accords de Lancaster House qui portent sur notre coopération en matière de défense et de sécurité. Ils prépareront enfin le prochain sommet franco-britannique prévu au début de l'année 2018.

5 - Canada, Québec - Visite du secrétaire d'État Jean-Baptiste Lemoyne (29-31 octobre 2017)

Le secrétaire d'État Jean-Baptiste Lemoyne se déplacera au Canada, du 29 au 31 octobre dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accord économique et commercial global (AECG/CETA) entre l'Union européenne et le Canada. Il se rendra à Ottawa et à Toronto, ainsi qu'au Québec, à Montréal. Cette visite intervient juste après la publication du plan d'action présenté par le gouvernement français le 25 octobre 2017.

Il y aura des entretiens avec notamment M. François-Philippe Champagne, ministre du commerce international du Canada, M. Lawrence MacAulay ministre de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada ainsi qu'avec M. Michael Chan, ministre du commerce international de l'Ontario.

Accompagné de M. Jacques Maire, député des Hauts de Seine, il rencontrera des parlementaires canadiens membres du comité permanent du commerce international de la

Chambre des Communes ainsi que des membres de la Chambre de commerce et d'industrie française au Canada et la Chambre de commerce de Montréal.

Il évoquera avec ses interlocuteurs gouvernementaux l'accroissement des échanges et investissements attendus de l'entrée en vigueur du CETA et insistera sur la nécessité d'assurer une application exemplaire de l'accord. Il détaillera auprès de ses interlocuteurs le plan d'action du gouvernement pour sa mise en oeuvre et rappellera la volonté exprimée par la France d'intensifier le dialogue entre l'Union européenne et le Canada en vue d'initiatives complémentaires en matière de lutte contre le changement climatique.

À Montréal, il rencontrera Mme Christine Saint-Pierre, ministre des relations internationales et de la francophonie du Québec, avec laquelle il évoquera en particulier les prochaines échéances en matière de Francophonie.

Le secrétaire d'État a tenu à être accompagné d'une délégation de 15 PME afin de rendre visibles et tangibles les nouvelles opportunités économiques ouvertes par le CETA. Dans le domaine économique, il visitera également à Toronto le site de Thalès et l'incubateur Mars, site emblématique de l'innovation au Canada. Il y rencontrera des startups françaises pour échanger sur les politiques d'innovation, priorité croissante de nos relations bilatérales.

«Je suis très heureux de me rendre au Canada, et notamment au Québec, puisque la relation avec la France s'appuie sur un patrimoine historique commun, mais également sur la langue française en partage et désormais sur des ambitions partagées en terme d'augmentation de nos échanges économiques et de lutte contre le changement climatique» déclare le secrétaire d'État Jean-Baptiste Lemoyne. Il ajoute que «l'application provisoire de l'AECG/CETA donne un nouvel élan aux échanges entre nos deux pays. Nos présidences successives du G7 (Canada 2018 - France 2019) renforceront encore nos liens».

6 - Mali - Attaque terroriste contre un convoi de la MINUSMA (26 octobre 2017)

La France condamne l'attaque terroriste qui a eu lieu hier contre un convoi logistique de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), entre Tessalit et Aguelhok au Mali. Trois casques bleus tchadiens ont perdu la vie et deux autres ont été blessés lors de cette attaque.

Nous présentons nos condoléances aux proches des disparus, ainsi qu'aux autorités tchadiennes et aux Nations unies. Nous souhaitons un prompt rétablissement aux blessés. Le Tchad paie un lourd tribut au maintien de la paix et dans le combat contre le terrorisme au Sahel. Nous saluons son engagement déterminé.

Les responsables de ce crime devront répondre de leurs actes. La résolution 2374 (2017) donne notamment la possibilité au conseil de sécurité de prendre des mesures contre ceux qui ont préparé, ordonné, financé et commis des attaques contre les casques bleus au Mali.

La France réitère son plein soutien à l'action de la MINUSMA en faveur de la stabilisation du Mali et à la montée en puissance de la force conjointe du G5-Sahel, destinée à lutter contre le terrorisme et les trafics dans la région.

7 - Droits de l'Homme - Attribution du prix Sakharov à l'opposition démocratique vénézuélienne (27 octobre 2017)

La France salue la décision du Parlement européen d'attribuer le prix Sakharov pour la liberté de pensée à l'opposition démocratique vénézuélienne.

Depuis plusieurs années les droits fondamentaux de l'opposition vénézuélienne font l'objet de violations, plusieurs de ses dirigeants et militants ayant été mis en prison après des procès inéquitables. La liberté de la presse, la liberté d'expression et de manifestation sont menacées au Venezuela comme en témoigne l'aggravation de la répression au cours de l'année 2017. Les élections régionales du 15 octobre viennent de confirmer que le droit à une compétition électorale transparente et équitable n'était pas assuré au Venezuela.

La France réitère son appel au gouvernement vénézuélien à remédier à cette situation, et notamment à garantir la tenue d'élections transparentes et équitables.

8 - Agendas du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'État (30 octobre 2017- 5 novembre 2017) - Principaux éléments publics

M. Jean-Yves Le Drian

Lundi 30 - mardi 31 octobre

Déplacement à New York

Mercredi 1er - jeudi 2 novembre

Déplacement au Mexique

Mme Nathalie Loiseau

Mardi 31 octobre

10h - Déplacement à Strasbourg

Jeudi 2 novembre

10h - Conseil des ministres, Élysée

Vendredi 3 novembre

10h - Entretien avec M. Antoine Bouvier, président-directeur général de MBDA, Quai d'Orsay

13h - Déjeuner de travail avec Mme Martina Schubert, coordinatrice de la présidence autrichienne 2018 à la Représentation permanente auprès de l'Union européenne, Quai d'Orsay

M. Jean-Baptiste Lemoyne

Lundi 30 - mardi 31 octobre

Déplacement au Canada

Jeudi 2 novembre

18h - Entretien avec M. Steven Ciobo, ministre australien du commerce et des investissements, Convention

Vendredi 3 - dimanche 5 novembre

Déplacement aux Antilles avec le Premier ministre./.